Arrêt du Tribunal du 26 septembre 2012 — Italie/Commission

(Affaire T-84/09) ⁽¹⁾

(«FEOGA — Section “Garantie” — Dépenses exclues du financement — Actions d’information et de promotion des produits agricoles — Production d’huile d’olive et d’olives de table — Paiements tardifs»)

(2012/C 343/15)

Langue de procédure: l’italien

Parties

Partie requérante: République italienne (représentants: L. Ventrella et G. Palmieri, avvocati dello Stato)

Partie défenderesse: Commission européenne (représentants: F. Jimeno Fernández et P. Rossi, agents)

Objet

Demande d’annulation de la décision 2008/960/CE de la Commission, du 8 décembre 2008, écartant du financement communautaire certaines dépenses effectuées par les États membres au titre du Fonds européen d’orientation et de garantie agricole (FEOGA), section «Garantie», et du Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) (JO L 340, p. 99), en ce qu’elle exclut certaines dépenses effectuées par la République italienne.

Dispositif

- 1) *Le recours est rejeté.*
- 2) *La République italienne est condamnée aux dépens.*

⁽¹⁾ JO C 90 du 18.4.2009.

Arrêt du Tribunal du 26 septembre 2012 — Serrano Aranda/OHMI — Burg Groep (LE LANCIER)

(Affaire T-265/09) ⁽¹⁾

[«Marque communautaire — Procédure d’opposition — Demande de marque communautaire verbale LE LANCIER — Marques nationales verbales et figuratives antérieures EL LANCERO — Motifs relatifs de refus — Absence de risque de confusion — Article 8, paragraphe 1, sous b), du règlement (CE) n° 207/2009 — Rejet de l’opposition»]

(2012/C 343/16)

Langue de procédure: le néerlandais

Parties

Partie requérante: Enrique Serrano Aranda (Murcie, Espagne) (représentants: initialement J. Calderón Chavero et T. Villate Consonni, puis J. Calderón Chavero, avocats)

Partie défenderesse: Office de l’harmonisation dans le marché intérieur (marques, dessins et modèles) (représentants: initialement W. Verburg et S. Bonne, puis S. Bonne, agents)

Autre partie à la procédure devant la chambre de recours de l’OHMI: Burg Groep BV (Bergen, Pays-Bas)

Objet

Recours formé contre la décision de la première chambre de recours de l’OHMI du 27 mars 2009 (affaire R 366/2008-1), relative à une procédure d’opposition entre M. Enrique Serrano Aranda et Burg Groep BV.

Dispositif

- 1) *Le recours est rejeté.*
- 2) *M. Enrique Serrano Aranda est condamné aux dépens.*

⁽¹⁾ JO C 205 du 29.8.2009.

Arrêt du Tribunal du 26 septembre 2012 — IG Communications/OHMI — Citigroup et Citibank (CITIGATE)

(Affaire T-301/09) ⁽¹⁾

[«Marque communautaire — Procédure d’opposition — Demande de marque communautaire verbale CITIGATE — Marques nationales et communautaires verbales et figuratives antérieures contenant l’élément “citi” — Motifs relatifs de refus — Risque de confusion — Famille de marques — Article 8, paragraphe 1, sous b), du règlement (CE) n° 207/2009 — Profit indûment tiré du caractère distinctif ou de la renommée de la marque antérieure — Article 8, paragraphe 5, du règlement n° 207/2009»]

(2012/C 343/17)

Langue de procédure: l’anglais

Parties

Partie requérante: IG Communications Ltd (Londres, Royaume-Uni) (représentants: M. Edenborough, QC, et R. Beard, solicitor)

Partie défenderesse: Office de l’harmonisation dans le marché intérieur (marques, dessins et modèles) (représentant: P. Geroulakos, agent)

Autres parties à la procédure devant la chambre de recours de l’OHMI, intervenant devant le Tribunal: Citigroup, Inc. (New York, New York, États-Unis); et Citibank, NA (New York) (représentants: initialement V. von Bomhard, A. Renck, avocats, et H. O’Neill, solicitor, puis V. von Bomhard et A. Renck)

Objet

Recours formé contre la décision de la première chambre de recours de l’OHMI du 30 avril 2009 (affaire R 821/2005-1), relative à une procédure d’opposition entre, d’une part, Citigroup, Inc. et Citibank, NA et, d’autre part, IG Communications Ltd.

Dispositif

- 1) *Le recours est rejeté.*
- 2) *IG Communications Ltd est condamnée aux dépens.*

⁽¹⁾ JO C 244 du 10.10.2009.

Arrêt du Tribunal du 20 septembre 2012 — Pologne/Commission(Affaire T-333/09) ⁽¹⁾

[«**Feader — “Modulation” — Répartition entre les États membres des économies réalisées — Distinction entre les anciens États membres et ceux ayant adhéré à l'Union en 2004 — Article 9, paragraphe 2, du règlement (CE) n° 73/2009 — Solidarité — Égalité de traitement — Obligation de motivation**»]

(2012/C 343/18)

Langue de procédure: le polonais

Parties

Partie requérante: République de Pologne (représentants: initialement M. Dowgielewicz, puis M. Szpunar, B. Majczyna et D. Krawczyk, agents)

Partie défenderesse: Commission européenne (représentants: F. Clotuche-Duvieusart et M. Owsiany-Hornung, agents)

Objet

Demande d'annulation partielle de la décision 2009/444/CE de la Commission, du 10 juin 2009, portant fixation de l'attribution aux États membres des montants résultant de la modulation prévue aux articles 7 et 10 du règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil pour les années 2009 à 2012 (JO L 148, p. 29), pour autant que son annexe I attribue aux États membres, pour l'année 2012, des montants résultant de la modulation conformément à l'article 9, paragraphes 2 et 3, du règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil, du 19 janvier 2009, établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct en faveur des agriculteurs dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs, modifiant les règlements (CE) n° 1290/2005, (CE) n° 247/2006 et (CE) n° 378/2007, et abrogeant le règlement (CE) n° 1782/2003 (JO L 30, p. 16).

Dispositif

- 1) *Le recours est rejeté.*
- 2) *La République de Pologne est condamnée aux dépens.*

⁽¹⁾ JO C 267 du 7.11.2009.

Arrêt du Tribunal du 20 septembre 2012 — DEI/Commission(Affaire T-421/09) ⁽¹⁾

(«**Concurrence — Abus de position dominante — Marchés grecs de la fourniture de lignite et de gros de l'électricité — Décision instituant des mesures spécifiques pour remédier aux effets anticoncurrentiels d'une infraction à l'article 86, paragraphe 1, CE, lu en combinaison avec l'article 82 CE, constatée dans une décision antérieure — Article 86, paragraphe 3, CE — Annulation de la décision antérieure**»)

(2012/C 343/19)

Langue de procédure: le grec

Parties

Partie requérante: Dimosia Epicheirisi Ilektrismou AE (DEI) (Athènes, Grèce) (représentant: P. Anestis, avocat)

Partie défenderesse: Commission européenne (représentants: T. Christoforou et A. Antoniadis, agents, assistés de A. Oikonomou, avocat)

Partie intervenante au soutien de la partie requérante: République hellénique (représentants: P. Mylonopoulos et K. Boskovits, agents, assistés de M. Marinou, avocat)

Objet

Demande d'annulation de la décision C(2009) 6244 final de la Commission, du 4 août 2009, instituant des mesures spécifiques pour remédier aux effets anticoncurrentiels de l'infraction recensés dans la décision de la Commission du 5 mars 2008 concernant l'octroi ou le maintien par la République hellénique de droits en faveur de la DEI pour l'extraction de lignite.

Dispositif

- 1) *La décision C(2009) 6244 final de la Commission, du 4 août 2009, instituant des mesures spécifiques pour remédier aux effets anticoncurrentiels de l'infraction recensés dans la décision de la Commission du 5 mars 2008 concernant l'octroi ou le maintien par la République hellénique de droits en faveur de la Dimosia Epicheirisi Ilektrismou AE (DEI) pour l'extraction de lignite, est annulée.*
- 2) *La Commission européenne est condamnée à supporter, outre ses propres dépens, ceux exposés par la DEI.*
- 3) *La République hellénique supportera ses propres dépens.*

⁽¹⁾ JO C 11 du 16.1.2010.